

Revue de presse



Mardi 8 août 2023



Algérie/ Croissance économique : Elle est de 3,0% au 1er trimestre 2023



L'Algérie a enregistré une croissance économique globale de 3,0% par rapport à la même période l'année précédente, selon les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT) du premier trimestre 2023, publié en date du 06 août par l'Office national des statistiques (ONS)

Par secteur d'activités, celui des hydrocarbures « a enregistré une croissance de 1,4% au premier trimestre 2023, marquant une nette amélioration par rapport à la

baisse de 2,3% enregistrée au premier trimestre 2022 », précise-t-on de même source.

La croissance hors hydrocarbures a été encore plus remarquable, atteignant 4,0%, soutenue principalement par les activités industrielles, le Bâtiment-Travaux Publics et Hydraulique (BTPH), le commerce et les Hôtels Cafés Restaurants, qui ont connu des taux d'accroissement élevés de 6,1%, 4,7%, 6,0% et 7,9% respectivement.

En valeur courante, le PIB du 1er trimestre 2023 a connu une hausse de 9,1% contre 24,9% une année auparavant. Ainsi, la hausse du niveau général des prix au 1er trimestre 2023 a été de 5,9% au lieu de 21,9 % durant la même période de l'année précédente.

Le secteur agricole a de son côté, enregistré une croissance de 2,2% au premier trimestre 2023, en baisse par rapport à la croissance de 5,0% enregistrée au même trimestre de l'année précédente.

En revanche, l'industrie a connu un véritable rebond avec une croissance en volume de 6,1%, contre 4,2% l'année précédente.

Le volume de la valeur ajoutée du BTPH a progressé de 4,9% au premier trimestre de l'année 2023, contre 2,9% pendant la même période de l'année précédente. Cependant, le secteur des services et travaux publics pétroliers a connu une décélération de son rythme de croissance, passant de 6,3% à 1,9%.

Hausse de 8,3% des importations de biens et services

Les importations de biens et services ont augmenté de 8,3% au premier trimestre 2023, contre une baisse de 5,7% enregistrée au même trimestre de l'année précédente.

« Cette augmentation est principalement due à la hausse du volume des importations de marchandises (5,8%) et des importations de services (26,3%) », explique-t-on.

La demande intérieure a également connu une forte augmentation, progressant en volume de 5,8% au premier trimestre 2023, contre 0,9% au même trimestre de l'année précédente, toujours selon les données de l'ONS.

La consommation finale des ménages a augmenté de 2,1%, tandis que la formation brute du capital fixe (FBCF) a affiché une forte hausse de 5,2%.

En ce qui concerne les exportations de biens et services, elles ont enregistré une légère hausse de 0,3% au premier trimestre 2023, marquant une différence par rapport à l'augmentation de 2,2% au premier trimestre 2022.

Cette augmentation est principalement due à la hausse des exportations des hydrocarbures, tandis que les exportations des autres biens ont connu une baisse de 7,5%.



Convaincre de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS : Un défi à relever par de hauts cadres algériens



Ils seront trois hauts cadres de l'Etat à représenter l'Algérie au 15ème sommet des BRICS qui se tiendra du 22 au 24 août 2023 au Sandton Convention Center de Johannesburg en Afrique du Sud avec pour mission principale de convaincre les pays membres de l'adhésion de l'Algérie au groupe BRICS.

En effet, selon les sources de la Patrie News, l'Algérie devrait envoyer un véritable commando composé de hauts cadres de l'Etat, aguerris et très au fait des dossiers relatifs à cette adhésion, à l'instar des représentants du ministère du commerce, de l'industrie et de l'agence algérienne de promotion de l'investissement. Ces trois combattants d'un nouveau genre seront munis de dossiers importants nécessaires pour défendre la cause de leur pays et mettre en relief le fait que l'Algérie est pays aux capacités stratégiques capable de renforcer les BRICS.

La même source souligne que les hauts cadres qui seront chargés de persuader les pays membres d'accepter l'adhésion de l'Algérie au sein des BRICS et de mettre en évidence les particularités et les avantages que possède l'Algérie, ce qui assurera aux pays membres des BRICS l'avantage et la préférence pour présenter leurs produits en Afrique.

Enfin, La Patrie News apprend que les services du ministère du commerce et de la promotion des exportations sont en train de développer une plateforme numérique logistique qui fera de l'Algérie la porte d'entrée des exportations des pays des BRICS vers le continent africain.



Capital-risque : moins de transactions pour les startups africaines au premier semestre 2023

Au cours des six premiers mois de l'année 2023, les start-up actives en Afrique ont connu une diminution des annonces de financement par capital-risque. Seulement 263 opérations ont été enregistrées, contre plus de 400 pour le premier semestre 2022, selon des données compilées et partagées par l'Association africaine de capital investissement et capital-risque (AVCA).

Depuis le quatrième trimestre 2022, la tendance est à la baisse. La période de trois mois allant d'avril à juin 2023 est la plus mauvaise depuis 2020.

Au sein de l'AVCA, les analystes estiment qu'il s'agit d'un retour à la normale, car les années 2021 et 2022 étaient des périodes exceptionnelles marquées par une abondance de liquidités à faible coût dans certains pays (notamment aux Etats-Unis) et peu d'opportunités de placement.

Les dévaluations de monnaies dans plusieurs pays phares de l'investissement impliquent des coûts élevés de rapatriement des bénéficiaires, et l'inflation, qui reste élevée, réduit la capacité de consommation des clients et donc les perspectives de revenus.



Gaz : L'Algérie, principal fournisseur d'Espagne

Entre l'Algérie et l'Espagne, la crise persiste. Si les échanges commerciaux entre les deux pays sont lourdement impactés par la crise diplomatique, il n'en est pas de même pour l'approvisionnement de l'Espagne en gaz.

En dépit de la brouille diplomatique entre les deux pays, l'Algérie demeure le principal fournisseur en gaz de l'Espagne en 2023.

Selon les données de la dernière newsletter de l'opérateur espagnol de gestion des infrastructures énergétiques «EnaGás», l'Algérie a couvert, en juillet, 28,7% de la demande mensuelle espagnole, avec un total de 9 106 gigawattheures (GWh).

La même source ajoute que durant les sept premiers mois de l'année, l'Algérie a fourni plus de 59 100 GWh à l'Espagne, soit 25% de la demande totale.

Des exportations qui permettent à l'Algérie de reprendre sa place de principal fournisseur et de dépasser la Russie, qui, avec 49 909 GWh, a couvert 21,1% de la demande espagnole en gaz naturel en 2023. En effet, au mois de juin dernier, la Russie, avec 7 673 GWh, a été le premier pays d'origine, avec 26,8 % du gaz naturel fourni.

Ces deux pays sont talonnés par les Etats-Unis et le Nigeria avec respectivement avec 19,1% et 13,9% de la demande globale.

L'Algérie avait récupéré, en avril, la première place de fournisseur gazier de l'Espagne, devant les Etats-Unis et la Russie, une position consolidée durant le mois de mai, avec 9824 gigawattheures (GWh), soit 28,3% du total des importations espagnoles, avec une croissance de 8% sur un an.



[Le géant malaisien « Lion » compte investir en Algérie : 6 milliards de dollars sur la table](#)

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, ce lundi, une délégation du groupe malaisien « Lion », conduite par le PDG du Groupe, Tan Sri Datuk Seri Utama William Cheng.

Cette visite intervient dans la continuité de la rencontre que les responsables du Groupe malaisien ont tenue, février dernier, avec leurs homologues de l'AAPI, précise un communiqué de l'agence.

Selon la même source, le géant malaisien compte investir en Algérie près de 6 milliards de dollars sur le long terme, rappelle le communiqué de l'Agence.

Ces investissements créeraient plus de 10 000 emplois directs. A cet égard, le PDG de « Lion » a affiché la volonté de son groupe à moderniser les zones industrielles modernes avec prise en charge totale pour attirer les investissements étrangers.

La réunion a été une opportunité d'examiner l'évolution du climat d'investissement et de se mettre d'accord sur les procédures pour la concrétisation du projet qui sera effectif dès l'approbation du foncier économique dans les prochaines semaines. Pour rappel, le PDG de « Lion » a été reçu, hier, en audience par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue « les opportunités de coopération et d'investissement entre les entreprises du secteur de l'Energie et des Mines et le Groupe malaisien Lion, notamment en matière d'exploitation des ressources minières à l'instar de l'aluminium et les minerais de fer pour l'exploitation industrielle ».

Le Groupe malaisien a affiché « sa volonté d'explorer les opportunités d'investissement et de réalisation de projets industriels dans le domaine de l'industrie de l'aluminium et l'industrie sidérurgique en Algérie ».

En outre, les deux parties ont passé en revue les opportunités de coopération et de partenariat dans de nombreux domaines d'intérêt commun, notamment dans le cadre de « la stratégie du Groupe malaisien visant à réaliser des projets industriels structurants en Algérie », selon le même communiqué.



Ouargla : plus de 940 millions DA alloués aux projets de développement

local (wilaya)

OUARGLA ,7 août 2023 (APS) -Une enveloppe financière d'une valeur globale de plus de 940 millions de dinars a été consacrée dans le cadre du budget complémentaire pour l'année 2023 pour concrétiser des projets de développement dans la wilaya d'Ouargla, afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit des projets retenus pour le secteur de la jeunesse et des sports, dont la réalisation des bassins d'eau à travers les différentes régions de la wilaya pour permettre aux jeunes

et aux enfants de profiter de ce type d'installations, en particulier pendant la saison estivale, selon la même source.

S'agissant du secteur de la santé, des opérations d'acquisition d'équipements pour le centre d'hémodialyse d'Ouargla et au profit du service ORL de l'établissement hospitalier public (EPH) Mohamed Boudiaf du chef lieu de wilaya ont été également retenues, en plus de la réhabilitation du service du traitement des brûlés du même établissement de santé, a-t-on précisé.

Dans le cadre des efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable, il a été aussi prévue la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 M3 dans la commune frontalière d'El-Borma , ainsi que la réalisation de plusieurs forages d'eau potable (AEP) , qui seront raccordés au réseau électrique.

Ce programme porte aussi sur la dotation de certaines écoles primaires en équipements de climatisation, et l'acquisition de deux ambulances au profit de deux postes avancés de la protection civile.

Il est aussi prévu des travaux d'extension des réseaux d'électricité et de gaz naturel, réalisation des routes, ainsi que des travaux d'aménagement urbain au niveau du chef lieu de wilaya, a-t-on fait savoir .(APS)

30272/255 /296



Arkab reçoit le SG du GECF

ALGER - Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, lundi à Alger, le secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel dans le cadre des préparatifs en cours du 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation prévu à Alger en 2024, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence des cadres du ministère et de Sonatrach, les deux parties ont passé en revue l'état du marché mondial du gaz et les perspectives de son développement à court, moyen et long termes en sus des

mécanismes à mettre en place pour permettre aux pays membres de planifier et de gérer de manière autonome les ressources gazières, note le communiqué.

La rencontre était une opportunité pour examiner les derniers travaux de l'Institut de recherche sur le gaz (GRI) relevant du GECF, et dont le siège est abrité par l'Algérie après la décision prise lors des travaux du 6e sommet du Forum tenu à Doha (Qatar) en 2022.

Le GRI se veut un cadre de coopération scientifique et technologique entre les pays membres et un instrument de collaboration avec les instituts similaires à travers le monde. Il constitue également une voie pour le développement professionnel des experts des pays membres à travers l'organisation de sessions de formation, de rencontres et d'ateliers en la matière.

Le Forum entend soutenir les droits souverains des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel et leur capacité à planifier et gérer de façon autonome leur développement durable efficace qui tienne compte des exigences environnementales en utilisant et en préservant les ressources du gaz naturel pour l'intérêt de leurs peuples.

Il vise à mettre en place un mécanisme de dialogue entre producteurs et consommateurs de gaz, à même de stabiliser et de sécuriser l'offre et la demande sur les marchés mondiaux de gaz naturel.



« La plateforme numérique des statistiques sera bientôt opérationnelle », selon la ministre

Coopération entre le ministère de la numérisation et le Haut Conseil de la Jeunesse

La ministre de la numérisation et des statistiques Mme Meriem Benmouloud a rencontré aujourd'hui, lundi, le Président du Haut Conseil de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui.

Selon le communiqué du ministère « cette rencontre entre dans le cadre des initiatives visant à renforcer la coopération et la collaboration sur les questions jeunesse, le Président du Haut Conseil de la Jeunesse »

Lors de cette rencontre consultative, la ministre a souligné « l'objectif de renforcer la coordination et la collaboration entre les deux entités ».

Elle a également mis en avant que « la numérisation vise à améliorer les services publics destinés aux citoyens. »

A la même occasion, Mme Benmouhoub a présenté la feuille de route du ministère de la Numérisation et des Statistiques, qui comprend l'élaboration du projet de loi sur la numérisation, l'établissement d'une stratégie nationale de numérisation avec une vision prospective jusqu'en 2034, ainsi que la mise en place de l'infrastructure stratégique de réseau de numérisation. Elle a également évoqué « l'organisation de journées d'étude sur les axes principaux de la stratégie nationale de numérisation, avec la participation des parties prenantes dans ce domaine. »

La ministre a annoncé « le lancement d'une enquête numérique à l'attention des citoyens concernant le projet de la stratégie nationale de numérisation, dans le but de recueillir les opinions et les suggestions des citoyens sur ce projet. »

« Les deux parties ont convenu de mettre en place un groupe de travail pour la consultation et la coordination entre les deux entités », ajoute la même source.

En outre, Mme Benmouhoub a révélé que « très prochainement, la plateforme numérique dynamique des statistiques serait mise en service, avec une section spéciale dédiée au Haut Conseil de la Jeunesse, afin de leur permettre d'accéder aux données statistiques concernant la jeunesse. »

Hidaoui met en avant la nécessité d'adopter le concept de la citoyenneté numérique dans les actions du Conseil

Pour sa part, le président du Haut Conseil de la Jeunesse, Mustapaha Hidaoui, a affirmé que « cette rencontre s'inscrit dans le cadre des initiatives visant à accélérer la transformation numérique en renforçant les compétences des jeunes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'à promouvoir la citoyenneté numérique ».

Il a souligné « l'importance d'exploiter de manière optimale les technologies modernes dans la communication, les transactions et la numérisation de toutes les activités du Conseil. »

Hidaoui a également mis en avant « la nécessité d'adopter le concept de citoyenneté numérique dans diverses activités du Conseil, tout en saluant les efforts considérables déployés par la ministre de la Numérisation et des Statistiques pour réaliser la transition numérique dans notre pays dans un laps de temps restreint. »

L'or monte face à la baisse du dollars

Les prix de l'or ont augmenté aujourd'hui, lundi, suite à des données montrant une croissance des emplois aux États-Unis plus lente que prévu, ce qui a eu un impact négatif sur le dollar et les rendements des obligations du Trésor, les faisant reculer par rapport aux niveaux élevés récemment atteints.

Les investisseurs attendent un test d'inflation cette semaine qui pourrait influencer la trajectoire de la hausse des taux d'intérêt au sein du Conseil de réserve fédérale (la banque centrale américaine).

À 01h30 GMT, l'or s'est stabilisé dans les transactions au comptant à 1942,33 dollars l'once, légèrement au-dessus du plus bas de trois semaines atteint lors de la séance précédente, selon l'agence Reuters. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,1% à 1977,20 dollars l'once.

L'indice du dollar a baissé et le rendement des obligations du Trésor à dix ans a reculé par rapport aux niveaux élevés atteints en novembre, après le rapport sur l'emploi publié vendredi par le département du Travail, révélant que l'économie américaine a ajouté moins d'emplois que prévu en juillet.

Les nouvelles preuves renforcent l'idée que le marché du travail ralentit, donnant l'idée que le dernier relèvement des taux d'intérêt de la banque centrale américaine pourrait être le dernier dans le cycle actuel de resserrement monétaire.

Quant aux autres métaux précieux, l'argent a baissé de 0,1% dans les transactions au comptant à 23,57 dollars l'once, tandis que le platine a augmenté de 0,2% à 923,75 dollars l'once.

[Recouvrement des fonds transférés à l'étranger: «La bataille est toujours de mise»](#)

L'achèvement du renforcement du cadre légal, juridique et institutionnel relatif à la prévention et lutte contre la corruption requiert à présent un appui des efforts pratiques pour concrétiser les visées de cette politique.

Un objectif sur lequel le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi, a mis l'accent lors de son intervention, dimanche, à l'occasion de la cérémonie d'installation de Mme Guellati Douniazad, nouvelle présidente de la cour d'Alger et de M. Boudjemâa Lotfi, procureur général au sein de la même cour. Soulignant la portée d'une «coordination étroite entre l'ensemble des acteurs du secteur, pour la poursuite de la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds détournés à l'étranger», le ministre a affirmé, à l'adresse des juges, que «la bataille pour la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds transférés à l'étranger est toujours de mise et votre apport doit être important». M. Tabi a relevé dans ce sens que le statut de la magistrature et son code de déontologie «requièrent du juge une prédisposition à s'acquitter de sa mission avec compétence et impartialité, en faveur d'une justice efficace, forte, et crédible». Le ministre s'est, également, dit confiant que «la promotion de la justice repose sur une entreprise impliquant tous les acteurs et parties concernés».

Notant que le Premier ministre a, lors de la cérémonie du lancement officiel de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, appelé les partenaires étrangers à aider l'Algérie à récupérer ses fonds détournés vers leurs pays, mais il est nécessaire que les magistrats algériens en charge de ce dossier outillent les lois et les accords internationaux pour débloquer des situations qui ne manquent pas de complexité. Pour rappel, la moralisation de la vie publique et la lutte contre la corruption, sous toutes ses formes, figurent parmi les engagements du président de la République pour la construction d'une société civile libre, intègre et active dans le cadre de l'édification d'une Algérie nouvelle fondée sur l'Etat de droit et consacrant la justice sociale. Le ministre de la Justice a affirmé dans ce sens, lors de cette intervention, que «la protection du droit du citoyen à la sécurité, à la santé et à l'alimentation vient en tête des priorité du pouvoir judiciaire» qui «se dresse avec fermeté face à quiconque tenterait de porter atteinte à ces droits, à l'instar de ce qu'ont fait certains individus irresponsables et saboteurs qui étaient derrière d'horribles accidents de la circulation, les feux de forêt, la hausse injustifiée des prix de certaines marchandises et la pénurie d'autres marchandises». Réitérant dans ce sillage le souci des autorités d'ériger la justice en «justice citoyenne, avec tout ce que ce

terme sous-entend comme significations, sens et dimensions», soulignant l'importance que la justice soit «moderne et de proximité et fonctionne avec les normes de qualité, avec la facilité d'y recourir. Ceci repose sur l'approche basée sur le rapprochement du citoyen, tout en l'écoutant, avec une bonne communication et une bonne prestation publique».

Des projets de textes de loi en cours de préparation

Dans l'objectif de «faire face à certains types de criminalité dangereuse, la législation nationale a été adaptée afin qu'elle soit plus cohérente avec les conventions internationales ratifiées, et ce, en codifiant les dispositions à caractère coercitif qu'elles renferment, soit dans la loi de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, la loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la loi de la lutte contre le terrorisme ou la loi de la lutte contre les stupéfiants». «L'Algérie a toujours été présente à tous les fora internationaux et régionaux, coopérant et adoptant tous les instruments», a-t-il relevé, ajoutant que cet effort «lui a valu le respect de la communauté internationale, en dépit de certaines tentatives désespérées visant à minimiser les réussites algériennes qui s'alignent avec les exigences internationales». Il reste encore certaines situations, dont souffre le service judiciaire, à parfaire, a reconnu M. Tabi, recommandant à «la justice de suivre les ateliers initiés il y a deux ans, relatifs, entre autres, au recouvrement des amendes, aux frais judiciaires, à la poursuite de l'organisation des archives, en plus de la bonne gestion des ressources humaines et matérielles». Selon le ministre, «plusieurs projets de textes de loi sont en cours de préparation, dont certains présentés au Parlement à l'instar du texte de loi relatif à la préservation des terres relevant du domaine de l'Etat, au code pénal et au code de procédure pénale, alors que d'autres sont en cours d'élaboration, pour ne citer que le projet de loi-cadre sur la lutte contre le faux et l'usage de faux». Abordant les programmes de réinsertion sociale des détenus dans les établissements pénitentiaires, le ministre a relevé que ces programmes ont réalisé «des résultats très positifs et contribué à la promotion de leur niveau intellectuel, dans un cadre prospectif visant leur réinsertion dans la société après leur élargissement, ainsi que la prévention de la récidive». Dans ce cadre, il a rappelé que cette année a enregistré «la réussite de 2.263 sur 5.080 détenus dans les établissements pénitentiaires à l'examen du baccalauréat, soit un taux de réussite avoisinant les 50%». D'un point de vue structurel, le secteur de la justice, poursuit M. Tabi, «avait parachevé de nombreuses structures de justice et de formation concernant les juges et auxiliaires de justice, outre un grand progrès réalisé dans la modernisation et la généralisation des innovations dans la technologie et la communication électronique avancée, et ce, en vue d'assurer une meilleure performance judiciaire».

[L'Algérie pourrait jouer ce rôle](#)

[Le médiateur du nouvel ordre mondial](#)

Annoncé à 225 milliards, le PIB de l'Algérie pourrait très rapidement passer à 245 milliards de dollars.

Le président Tebboune a réussi un coup de maître politique en se rapprochant des Brics. Au moment où l'essentiel des débats en Algérie tournait autour de la diversification de l'économie nationale, le chef de l'État a ouvert une piste très intéressante en formulant une ambition assez gigantesque faut-il le rappeler. Ceux qui ne croyaient pas dans la force de l'économie nationale présidaient un échec de l'initiative. Mais les réponses de Moscou et de Pékin, les plus gros contributeurs à l'organisation, les ont démentis et crédibilisé la démarche algérienne, en y apportant un soutien très enthousiaste. Le quitus chinois et russe est d'autant plus significatif qu'une adhésion de l'Algérie donnerait aux Brics une très intéressante fenêtre au sud de l'Europe et un portail sur l'Afrique à partir du nord du continent. Ce double avantage que présente l'Algérie est de nature à lui permettre de jouer un rôle central dans la tectonique géopolitique entre deux grands pôles qui, au lieu de se disputer le contrôle de la planète, consentiront peut-être à un partage équitable. En tout cas, de par son Histoire depuis l'indépendance, l'Algérie a toujours réfuté la thèse du «seul patron» du monde. Ainsi, même membre des Brics, Alger ne larguera pas les amarres avec l'Occident. Une garantie crédible pour les USA et l'Europe qui peuvent donc éviter une domination exclusive des Brics. La raison est simple : l'Algérie empêchera pareil scénario. Annoncé à 225 milliards de dollars par le président de la République, lors de l'entretien qu'il a accordé, il y a trois jours à la presse nationale, le PIB de l'Algérie pourrait très rapidement passer à 245 milliards de dollars après que l'on aura comptabilisé toutes les richesses produites dans le pays, a rappelé le chef de l'État. La numérisation de l'économie, son cheval de bataille, donnera une cartographie de l'économie très proche de la réalité. Une progression de cette nature apportera une meilleure visibilité au pays et confortera sa position dans la perspective de son adhésion qui sera étudiée dans deux semaines, en Afrique du Sud, lors du Sommet des Brics. Ce qui rend l'Algérie encore plus attractive, tient dans le fait que ce PIB qui progressera de quelque 4 % en 2023, selon les chiffres contenus dans la loi de finances de la même année, est son caractère «pur». Et pour cause, le pays est totalement désendetté. C'est dire que sa richesse n'est aucunement polluée par une dette qui pèserait sur ses performances financières. Cet atout économique certain, procure à l'Algérie la solidité de son non-alignement et renforce sa voix dans les Brics et face à l'Occident, représenté par

le G7, son bras économique. Aussi, le chef de l'État, qui a toujours rejeté l'idée de recourir à l'endettement extérieur, marque par cette attitude un autre trait de la spécificité algérienne, de la crédibilité de sa demande d'adhésion aux Brics et de sa posture de force tampon entre les Brics et le G7. Ne nous trompons pas sur l'importance d'une médiation permanente. Tous les pôles de puissance auront besoin d'un acteur sérieux, censé jouer les intermédiaires pour un bon fonctionnement de la «machine monde». L'Algérie a joué ce rôle entre l'est et l'ouest, entre l'Iran et les États-Unis, ce qui en fait un candidat idéal pour le rôle de médiateur dans le nouvel ordre mondial. La guerre en Ukraine a révélé les faiblesses d'un Occident, obligé, un jour ou l'autre à passer à la table des négociations avec les pôles émergents qui ne cachent plus leur détermination à dédollariser l'économie mondiale. Le rôle des Brics sera déterminant. D'où tout l'intérêt pour l'Algérie d'y être, sans pour autant narguer l'ancien monde...



La croissance hors hydrocarbures en hausse de 4 %

Alors que le secteur des hydrocarbures a enregistré une croissance de 1,4% au premier trimestre

Au premier trimestre 2023, la croissance hors hydrocarbures, révèlent les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT), publiés par l'Office national des statistiques (ONS), a été plus remarquable, atteignant 4,0% par rapport aux trois premiers mois de l'année 2022. Soutenue, note l'ONS, principalement par les activités industrielles, le Bâtiment-Travaux Publics et Hydraulique (BTPH), le commerce et les Hôtels Cafés Restaurants, qui ont connu des taux d'accroissement élevés de 6,1%, 4,7%, 6,0% et 7,9% respectivement.

La croissance économique globale, note l'ONS dans les Comptes nationaux Trimestriels, est de 3,0 % par rapport à la même période l'année précédente. « En valeur courante, le PIB du 1er trimestre 2023 a connu une hausse de 9,1% contre 24,9% une année auparavant. Ainsi, la hausse du niveau général des prix au 1er trimestre 2023 a été de 5,9% au lieu de 21,9 % durant la même période de l'année précédente », poursuit la même source. Faisant remarquer que le secteur des hydrocarbures a enregistré une croissance de 1,4% au premier trimestre 2023,

marquant une nette amélioration par rapport à la baisse de 2,3% enregistrée au premier trimestre 2022.

Le secteur agricole, a poursuivi la même source, a enregistré à la période indiquée, une croissance de 2,2%, en baisse par rapport à la croissance de 5,0% enregistrée au même trimestre de l'année précédente. En revanche, observe l'ONS, l'industrie a connu un véritable rebond avec une croissance en volume de 6,1%, contre 4,2% l'année précédente. « Le volume de la valeur ajoutée du BTPH a progressé de 4,9% au premier trimestre de l'année 2023, contre 2,9% pendant la même période de l'année précédente. Cependant, le secteur des services et travaux publics pétroliers a connu une décélération de son rythme de croissance, passant de 6,3% à 1,9% », relève la même source.

Pour ce qui est des importations de biens et services, a ajouté la même source, celles-ci ont augmenté de 8,3% au premier trimestre 2023, contre une baisse de 5,7% enregistrée au même trimestre de l'année précédente. « Cette augmentation est principalement due à la hausse du volume des importations de marchandises (5,8%) et des importations de services (26,3%)», fait savoir l'ONS dans les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT). Faisant remarquer que la demande intérieure a également connu une forte augmentation, progressant en volume de 5,8% au premier trimestre 2023, contre 0,9% au même trimestre de l'année précédente. « La consommation finale des ménages a augmenté de 2,1%, tandis que la formation brute du capital fixe (FBCF) a affiché une forte hausse de 5,2% », note encore la même source.

S'agissant des exportations de biens et services, celles-ci, a encore indiqué la même source, ont enregistré une légère hausse de 0,3% au premier trimestre 2023, marquant une différence par rapport à l'augmentation de 2,2% au premier trimestre 2022. « Cette augmentation est principalement due à la hausse des exportations des hydrocarbures, tandis que les exportations des autres biens ont connu une baisse de 7,5% », relève encore l'ONS.

Fin juin dernier, la Banque mondiale a indiqué que l'activité hors-hydrocarbures devrait être le principal moteur de croissance en 2023. « Le secteur hors-hydrocarbures devrait soutenir la croissance en 2023, contrastant avec la stabilité de la production des hydrocarbures » note l'institution financière dans son rapport de suivi de la situation économique en Algérie.

Dans le scénario de base, lit-on dans la partie « Perspectives et risques » dudit rapport, la croissance du PIB atteindrait 1,8% en 2023, résultant de la croissance de l'activité hors-hydrocarbures (+2,2%) et de la stabilité du PIB des hydrocarbures (+0,6%). Soulignant que le secteur agricole ralentirait, la faible pluviométrie ayant généré des retards importants dans le développement des

cultures en début d'année, particulièrement dans les principales régions agricoles du pays.

Dans l'hypothèse d'un retour d'un niveau moyen de pluviométrie et de production agricole en 2024, d'une part, et de la remontée des quotas de l'OPEP sous l'effet de la reprise de l'activité mondiale, d'autre part, estime l'institution financière dans son rapport, la croissance du PIB s'accélérait en 2024, pour atteindre 2,6% . « La hausse des exportations et la croissance modérée des importations permettraient de contrebalancer le ralentissement de la croissance de la consommation et de l'investissement.»

النفط يواصل مكاسبه ويقارب أعلى مستوى في 4 أشهر

واصلت أسعار النفط مكاسبها اليوم الاثنين، لتلامس أعلى مستوياتها منذ منتصف أبريل الماضي بعدما تعهدت المملكة العربية السعودية وروسيا بمواصلة خفض الإمدادات لشهر آخر بهدف استمرار توازن الأسواق العالمية ودعم الأسعار.

وزادت العقود الآجلة لخام برنت 25 سنتا أو 0.3 بالمئة إلى 86.49 دولار للبرميل، بينما ارتفعت العقود الآجلة لخام غرب تكساس الوسيط 23 سنتا أو 0.3 بالمئة إلى 83.05 دولار للبرميل.

وسجل الخامان مكاسب لسادس أسبوع على التوالي في الأسبوع الماضي وهي أطول فترة مكاسب منذ ديسمبر 2021 ويناير 2022.

وتلقت الأسعار دعما بفضل عدة عوامل في الأسابيع القليلة الماضية، تشمل توقعات بخفض وتيرة رفع الفائدة الأمريكية وتخفيض إمدادات "أوبك+" وآمال تحفيز انتعاش الطلب على النفط في الصيني أكبر مستورد للخام في العالمي بعد تعثر في الربع الثاني.



وفد رجال أعمال جزائري يُحضّر للتنقل إلى جوهانسبورغ

تجنيد الدبلوماسية الاقتصادية وتحرك "الباترونا" في ملف "بريكس"

بالموازاة مع قمة رؤساء مجموعة بريكس، المنتظرة بداية من 22 أوت الجاري بجنوب إفريقيا، تشهد الجزائر خلال الساعات الأخيرة تحركات مكثفة للدبلوماسية الاقتصادية وتجنيدا للباترونا وأرباب العمل، لتعبيد طريق ملف انضمام الجزائر، المودع لدى كتل الاقتصادات الناشئة بتاريخ 7 نوفمبر 2022. وحسبما علمته "الشروق"، سيتنقل وفد هام من رجال الأعمال من مختلف منظمات الباترونا على رأسهم مجلس التجديد الاقتصادي وحتى المنظمة الوطنية للتنمية الاقتصادية، وجمعيات أخرى إلى مركز ساندتون للمؤتمرات في جوهانسبورغ، بين يومي 22 و24 أوت الجاري، للمشاركة في منتدى الأعمال لمجموعة "بريكس" والذي سيُنظَّم على هامش قمة "بريكس"، حيث سيلتقي المتعاملون الاقتصاديون الجزائريون رفقة نظرائهم من دول المجموعة لمباحثة شراكات واتفاقيات بالجملة في شتى القطاعات، مع العلم أنه لم يتم حصر القائمة النهائية لحد الساعة للمعنيين بالتنقل.

وفي السياق، يكشف منير روباغي رئيس المنظمة الوطنية للتنمية الاقتصادية في تصريح لـ "الشروق"، أن 3 شركات من المنظمة، رفقة عشرات المتعاملين الآخرين من منظمات أخرى مختلفة سيتنقلون بين 22 و24

أوت الجاري إلى العاصمة الجنوب إفريقية، للمشاركة في منتدى أعمال مجموعة “بريكس”. وسيتم هناك، حسب المتحدث، استعراض المنتج الجزائري والفرص الاقتصادية التي تتيحها الجزائر، وبحث شركات جديدة مع الصين وروسيا اللذين يعدّان شريكين اقتصاديين تقليديين للجزائر، وأيضا جنوب إفريقيا التي تربطها علاقات ممتازة مع الجزائر، والهند في مجال الصناعة الصيدلانية والبتروكيماوية وقطاعات تحويلية أخرى، وسيتمّ أيضا البحث عن كيفية تطوير الشراكة الاقتصادية مع البرازيل، وهي دولة صديقة للجزائر رغم قلّة الاتفاقيات الخاصة بـ”البنس” بين الطرفين، حيث سيتمّ البحث خلال المنتدى عن فرص لتوظيف

ويقول روباغي إن “بريكس” أصبحت اليوم قطبا اقتصاديا جديدا، يضمّ الدول الأقوى من حيث مؤشرات الاقتصاد في العالم، مشدّدا على أن فرضية انضمام الجزائر للمجموعة ستفتح آفاقا واسعة وفرصا كبرى للاقتصاد الجزائري خلال المرحلة المقبلة، بحكم أن دول التكتل اليوم تتربّع على 30 بالمائة من الدخل العالمي. كما ستقترح الجزائر أن تكون بؤابة هذه الدول للاستثمار في القارة الإفريقية من حيث إمكانياتها الكبرى وموقعها الجغرافي المميّز، متوقّعا أن تلتحق الجزائر في البداية بـ”بريكس” كعضو ملاحظ أو عضو شرفي لفترة تتراوح بين 3 و5 سنوات.

من جهته، يعتبر الرئيس المدير العام لشركة “أليانس للتأمينات” حسان خليفاتي، والذي يُعدّ أيضا أحد أعضاء مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري، أن السلطات الجزائرية اختارت الانضمام إلى “بريكس”، بحكم أن هذه المجموعة تعدّ أكبر كتلة اقتصادية عالمية من حيث الناتج الداخلي الخام، ومهدّت لذلك عبر اقتناء أسهم بـ1.5 مليار دولار في بنك “بريكس”، وهي خطوة مهمّة وذكيّة، حسب تعبيره. ويقول خليفاتي لـ”الشروق”، إن الشراكات مع دول “بريكس” ستفتح آفاقا جديدة للجزائر، خاصة في ظل التوافق السياسي مع الدول الأعضاء كالصين وروسيا وجنوب إفريقيا والصداقة التي تجمعها مع الهند والبرازيل، مشدّدا على أن موقف الناطق الرسمي باسم الخارجية الهندية الذي فنّد مؤخرا أي فرضية لرفض بريكس انضمام دول طلبت العضوية إليه، يبرز أن الأبواب اليوم مفتوحة أمام الجزائر للالتحاق بالتكتل.

امتيازات بالجملة للراغبين في الاستثمار بالجزائر

وفي سياق ذي صلة، تؤكد المنظمة الجزائرية للاستثمار في بيان تلقت “الشروق” نسخة منه على لسان رئيسها فيصل عماري، عقب اجتماع المكتب التنفيذي للمنظمة، أن الجزائر تتمتع اليوم بالعديد من المزايا والمقومات التي تؤهلها للالتحاق بمجموعة “بريكس”، نظرا لموقعها الجغرافي وبعدها الاستراتيجي، وتقاسم نفس القيم والمبادئ مع الدول الأعضاء، فضلا عن احتياطي صرف يعادل 66 مليار دولار، وانعدام المديونية الخارجية، وصادرات خارج المحروقات بقيمة 6 مليار دولار سنة 2022، وأيضا التحوّل الاقتصادي الهام والتحرك الدبلوماسي الكبير، وتحسّن مناخ الاستثمار وتطوير البنى التحتية، وهو الأمر الذي تجلّى حسب المنظمة، بشكل أكبر بعد زيارة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون مؤخرا إلى العديد من البلدان. وحسب نفس البيان، يُرتقب أن تشكّل الجزائر قريبا قطبا للاستثمار الإفريقي والعالمي، تلتف حوله العديد من

الشركات الاقتصادية العالمية، من أجل الظفر بمشاريع كبرى في العديد من القطاعات لتحقيق التنمية الوطنية التي تسعى إليها الدولة الجزائرية.



رئيس التجمع الجزائري للناشطين في الرقمنة "غان" لـ "المساء":

وصاية الرئاسة على المحافظة السامية للرقمنة تعطيها سلطة أكبر

وصاية الرئاسة على المحافظة السامية للرقمنة تعطيها سلطة أكبر لرئيس التجمع الجزائري للناشطين في الرقمنة "غان" بشير تاج الدين

أكد رئيس التجمع الجزائري للناشطين في الرقمنة "غان" بشير تاج الدين، أهمية إنشاء محافظة سامية للرقمنة ملحقة بوصاية رئاسة الجمهورية، مشيراً إلى أن ذلك كان مطلباً ملحا من التجمع منذ سنتين لإلزام الإدارات برقمنة خدماتها.

وتوقع رئيس "غان" في تصريح لـ "المساء" غداة إعلان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، عن إنشاء هذه الهيئة خلال اللقاء الصحفي الدوري الذي بث سهرة السبت، أن تتمتع المحافظة السامية للرقمنة بـ"صلاحيات واسعة تكون أعلى من سلطة الوزارات".

كما توقع إشراف هذه الهيئة على وضع استراتيجية عامة لرقمنة الإدارة تلزم جميع الدوائر الحكومية بتطبيقها، من خلال تبني خطة عمل لكل إدارة تكون واجبة التطبيق ميدانيا مع الحرص على متابعة تجسيدها دورياً.

ومعلوم أن رئيس الجمهورية، أعلن عن إنشاء المحافظة السامية للرقمنة، ميرزا الدور الهام الذي ستلعبه في تنظيم الاقتصاد الجزائري، وقال في لقائه الإعلامي الذي بث سهرة السبت، "نحن على وشك إنشاء المحافظة السامية للرقمنة"، مضيفاً أنها "ستوضع تحت وصاية رئاسة الجمهورية".

وأكد الرئيس تبون، بأن رقمنة الاقتصاد بشكل كامل تسمح بتوفير جميع المعطيات الضرورية لاتخاذ القرار، حيث يمكن الاطلاع على المنتجين وطبيعة منتجاتهم بدقة والكميات التي ينتجونها والشعب الواجب الاستثمار فيها، كما اعتبر أن الاعتماد على الرقمنة سيمنح نظرة أكثر دقة على إمكانيات الاقتصاد الوطني، مشيراً إلى أن

الجزائر لم ترد التصريح بأكثر من 225 مليار دولار كرقم رسمي للنتائج المحلي الخام سنة 2022، في حين أنه قد يتراوح في الواقع بين 240 أو 245 مليار دولار.

À CONDITION D'UNE BAISSÉ CONSÉQUENTE DE L'INFLATION La Fed pourrait réduire les taux d'intérêt en 2024

La réserve fédérale américaine (Fed) compte baisser ses taux d'intérêt à partir de l'année prochaine. En attendant de voir la publication, ce jeudi, des statistiques des prix à la consommation aux États-Unis pour le mois de juillet, les analystes s'attendent à un ralentissement de l'inflation à 4,7% en rythme annuel contre 4,8% en juin. Le président de l'antenne de la Fed à New York, John C. Williams, a déclaré hier que la banque centrale américaine «n'excluait pas la possibilité d'une baisse des taux au début 2024, en fonction des indicateurs économiques, soulignant que l'inflation recule comme escompté». Un rapport sur l'emploi aux États-Unis publié vendredi dernier, soulignait une croissance des salaires supérieure aux attentes et un recul de l'emploi faisant craindre une constance du rythme inflationniste. Des données qui plaident pour le maintien à l'heure actuelle du niveau élevé des taux d'intérêt. Il y a une semaine, la réserve fédérale avait procédé à une nouvelle hausse de ces taux de 25 points de base malgré la baisse de l'inflation. Il s'agissait de la onzième hausse du

genre et portant les fed-funds à un niveau inédit depuis 2001 avec 5,25% -5,5%. Le président de la Fed avait plaidé pour la prudence en mettant en garde «contre le risque d'en faire trop ou pas assez entre inflation et récession». Interrogé sur l'option à prendre lors de la réunion de septembre, le même responsable a simplement noté qu'il «est possible que nous relevions à nouveau les taux si les données le justifient. Et qu'il est possible que nous choissions de rester au même niveau». Les données sur l'inflation attendues jeudi donneront plus de lisibilité aux décisions devant être prises par les responsables de la Banque centrale. En réponse à la crise qui a secoué le secteur bancaire américain depuis le début de l'année, la Fed a choisi de maintenir en hausse les taux d'intérêt afin d'éviter une hausse inflationniste majeure. Des réformes ont été introduites pour aider les banques à résister à la crise et éviter la banqueroute. Concernant la situation financière du pays, les régulateurs de Washington se penchent actuellement sur les risques pouvant affecter les prêts immobiliers, le

crédit à la consommation et la gestion du patrimoine. Après la panoplie de réformes appliquée sur les capitaux bancaires, post-crise financière, une proposition de réforme soumise à débat obligerait les banques à réserver 16% du capital supplémentaire afin de renforcer leur résilience. Une proposition jugée par des banquiers comme aventureuse car réduisant le rendement des capitaux propres et les bénéfices. Le Financial Services Forum, le Bank Policy Institute et la Securities Industry and Financial Markets Association ont dit craindre un ralentissement de l'activité économique du fait des difficultés à prêter aux consommateurs.

Le groupe de pression FSF estime que la proposition des régulateurs est «une solution sans problème» en affirmant que «les tests de résistance effectués par la Réserve fédérale montraient que les plus grandes banques étaient saines et bien capitalisées» rapporte Reuters. Pour rappel, le printemps 2023 a vu la mise en faillite de trois grandes banques américaines.

Nadjia Bouaricha

PROJECT
SYNDICATE



AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD
POUR
Le Quotidien
D'ORAN

AUTOUR DU MONDE

La schizophrénie au FMI

NEW DELHI - Cela a pris beaucoup trop de temps, mais il semble que le Fonds monétaire international ait enfin intériorisé certaines vérités difficiles à admettre en matière de réduction de la dette souveraine. La principale d'entre elles est que les économies en croissance ont plus de facilité à rembourser. Ainsi, l'assainissement budgétaire – la stratégie privilégiée par l'organisation – sape les efforts de réduction des ratios dette/PIB parce qu'il freine la croissance économique.



PAR JAYATI GHOSH

Professeur d'économie à l'Université
de Massachusetts Amherst*

Certes, cette idée n'est pas nouvelle. John Maynard Keynes l'avait énoncée il y a près d'un siècle, et beaucoup l'ont répété depuis. Les négociateurs qui ont élaboré l'accord de Londres sur la dette de 1953, qui a considérablement réduit le poids de la dette publique de l'Allemagne de l'Ouest, en étaient certainement conscients. L'accord conclu entre l'Allemagne et 20 de ses créanciers extérieurs prévoyait des conditions de remboursement favorables liées aux exportations futures du pays, créant ainsi les conditions de l'essor économique de l'après-guerre.

Mieux vaut tard que jamais. Les dernières Perspectives de l'économie mondiale du FMI présentent les résultats de sa propre enquête sur les divers programmes de réduction de la dette entrepris par 33 économies de marché émergentes et 21 économies développées entre 1980 et 2019. « En moyenne », notent les auteurs, « les consolidations n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur le ratio d'endettement ». Au lieu de cela, ils constatent qu'une croissance plus forte du PIB – « telle que saisie par une combinaison de chocs positifs de l'offre et de la demande » – est « une force importante » responsable d'environ un tiers de la réduction de la dette observée au cours de cette période. L'analyse reconnaît même que l'expansion fiscale a amélioré les ratios d'endettement dans plusieurs cas, en grande partie grâce à son effet positif sur la croissance du PIB.

Les auteurs notent que la consolidation fiscale est plus susceptible de réduire la dette dans une économie en croissance, dans des conditions financières favorables. Or, comme ces conditions ne sont pas toujours réunies et que l'austérité a tendance à freiner la croissance du PIB, elle a rarement donné des résultats positifs dans les pays en proie à l'endettement.

Comme le souligne le rapport du FMI, les « transferts imprévus » vers les entreprises publiques et les dépréciations inattendues des taux de change pourraient saper les efforts de réduction de la dette. Ce que le rapport ne mentionne pas, cependant, c'est que ces développements sont souvent une conséquence involontaire des propres programmes du FMI, qui ont tendance à exiger des pays endettés qu'ils passent à des taux de change déterminés par le marché, qu'ils augmentent les taux d'intérêt et qu'ils réduisent les subventions de l'État, entraînant ainsi une augmentation des coûts des entreprises. En revanche, le rapport constate que les efforts de restructuration de la dette ont été plus fructueux lorsqu'ils ont aidé les pays à rétablir la croissance et à éviter le déclin économique.

Même si cela ne choquera pas les observateurs qui ont suivi les trajectoires de croissance au cours des cinquante dernières années, l'influence du FMI sur les politiques macroéconomiques des pays et le nombre croissant de gouvernements ayant besoin de restructurer leur dette font que le changement d'avis du Fonds est lourd de conséquences. Pendant des décennies, les programmes du FMI ont supposé que la réduction des dépenses publiques était le seul moyen de faire face au surendettement. Aujourd'hui, le Fonds semble reconnaître ses erreurs passées.

Néanmoins, on ne sait pas si cette volte-face bien venue (bien que tardive) s'étendra au-delà du département de recherche du FMI et comment elle pourrait affecter les activités de prêt du Fonds. Les premières indications ne sont pas prometteuses. La direction du FMI a appelé à plusieurs reprises à une restructuration plus rapide et plus efficace de la dette souveraine et, à son crédit, a récemment mis en place une table ronde des créanciers publics et privés pour accélérer le processus. Mais, jusqu'à présent, la réponse a été lente, lourde, inadéquate et surtout inefficace. Les pays qui ont demandé de l'aide au titre du cadre commun du G20 pour remédier au surendettement dans les pays en développement ont été confrontés à des délais excessifs, à des querelles géopolitiques et à des créanciers peu réceptifs.

Pire encore, les services du FMI semblent ne pas avoir pris connaissance de son dernier rapport ou ont choisi de l'ignorer. Les récents programmes de

financement du Fonds comportent des conditions onéreuses qui auront très probablement des effets extrêmement néfastes sur les populations et les économies des pays en développement.

Par exemple, le récent accord entre le FMI et le Sri Lanka met l'accent sur la consolidation fiscale, exigeant du gouvernement qu'il atteigne un excédent budgétaire dans les deux ans. Il conditionne également son financement à des augmentations des tarifs de l'énergie, à des taux de change flexibles qui conduiront probablement à une dévaluation de la monnaie et à des taux d'intérêt plus élevés. Le programme prévoit (de manière irréaliste) une augmentation des recettes sans imposer d'impôt sur la fortune ni restreindre les flux financiers illicites. Tout cela réduira la demande dans un pays qui souffre déjà d'une inflation de 53,6 %, ce qui entraînera une nouvelle contraction de l'économie. D'autres programmes proposés par le FMI au Ghana et en Zambie mettent l'accent sur l'équilibre budgétaire.

Le FMI n'est pas le seul à agir de la sorte. Comme le soulignent Isabel Ortiz et Matthew Cummins, une nouvelle vague d'austérité se développe à mesure que les gouvernements réduisent leurs dépenses publiques. Alors que le monde est confronté à une confluence de crises économiques et politiques, le retour de l'austérité pourrait avoir des conséquences désastreuses, et pas seulement pour l'activité économique. Il pourrait également mettre en péril la santé mondiale à un moment où les menaces futures pour la santé publique sont de plus en plus probables, ainsi qu'entraver notre capacité à lutter contre le changement climatique.

Ce n'est pas seulement inutile, c'est délibérément nuisible. Lorsqu'il a été démontré que certaines « solutions » échouent ou aggravent le problème, elles doivent être abandonnées. Si le fait que les chercheurs du FMI reconnaissent enfin l'évidence est incontestablement un pas dans la bonne direction, ce n'est pas suffisant. Après des décennies de misère évitable, il est temps que le FMI joigne le geste à la parole.

* Membre du Conseil consultatif de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur le multilatéralisme efficace

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques en Afrique du Nord 2023

En 2022, les pays d'Afrique du Nord ont dû faire face aux défis de la hausse de l'inflation et de la reprise de la croissance, qui ont été amplifiés par des chocs extérieurs, notamment les effets à long terme de la pandémie de Covid-19 et les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques en Afrique du Nord 2023

En 2022, les pays d'Afrique du Nord ont dû faire face aux défis de la hausse de l'inflation et de la reprise de la croissance, qui ont été amplifiés par des chocs extérieurs, notamment les effets à long terme de la pandémie du COVID-19 et les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'inflation devrait continuer à augmenter pour atteindre un taux à deux chiffres de 14,2% en 2023 et retomber à 6,9% en 2024. Le déficit budgétaire régional devrait se maintenir autour de 3,5% du PIB en 2023 et 3,2% du PIB en 2024. Toutefois, les chocs extérieurs, tels que les fluctuations des prix des produits de base, et le changement climatique représentent un risque pour l'assainissement budgétaire.

Le déficit régional de la balance courante devrait se contracter pour atteindre 0,5% du PIB et 0,2% du PIB en 2023 et 2024 respectivement. L'environnement économique mondial, y compris la structure des échanges, le tourisme et les flux d'investissements directs étrangers, devrait influencer la position extérieure de la région.

Les priorités immédiates à court terme comprennent la coordination des politiques monétaires et budgétaires, pour faire face à la hausse de l'inflation et protéger les petites entreprises et les populations grâce à des dépenses publiques ciblées. Avec une inflation mondiale élevée, les pays d'Afrique du Nord doivent concilier l'impératif de lutte contre l'inflation et l'objectif de maintien de taux de croissance élevés du PIB. De même, le maintien et l'appui de la sécurité alimentaire dans la région restent un objectif crucial, grâce à des investissements dans des variétés améliorées de cultures de base, de nouvelles stratégies de gestion de l'eau et des sols. La région doit renforcer sa résilience, notamment dans le cadre du lien « transition énergétique - gestion de l'eau - sécurité alimentaire ». Enfin, pour relever les défis de l'assainissement budgétaire, les pays doivent poursuivre leurs efforts pour mettre en œuvre des réformes, notamment en améliorant l'administration fiscale par une numérisation accrue, en élargissant l'assiette fiscale, en réduisant le papillage des dépenses publiques et en renforçant les systèmes de gouvernance afin d'améliorer la transparence et la responsabilité. À moyen terme, les gouvernements devraient s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui influencent les positions extérieures en encourageant la diversification économique, en améliorant l'environnement des affaires pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) et en renforçant le développement du secteur privé et la compétitivité des exportations. Le renforcement de l'intégration régionale, par le biais de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), peut offrir des possibilités de stimuler les échanges et les investissements intra-africains et d'améliorer les positions extérieures de la région. La croissance régionale devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,6% en 2023 et se stabiliser à 4,4% en 2024, avec d'importantes disparités entre les pays.

La région a enregistré une croissance économique modérée de 4,3% en 2022 contre 5,4% en 2021. Toutefois, cette croissance a été inégale d'un pays à l'autre. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et les pressions exercées sur les prix des produits de base sur les marchés internationaux ont eu des effets défavorables sur les systèmes alimentaires et énergétiques, en particulier dans les pays tributaires des importations de ces produits. En conséquence, la région a enregistré des taux d'inflation en hausse, atteignant 8,2% en 2022 contre 4,6% en 2021, ce qui a conduit à des politiques monétaires restrictives dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. Le déficit budgétaire régional a atteint 3,2% du PIB en 2022, mais les positions budgétaires des pays varient en fonction du fait l'économie est importateur de pétrole ou exportateur de pétrole. Les pays importateurs de pétrole ont enregistré des taux d'inflation en hausse, atteignant 8,2% en 2022 contre 4,6% en 2021, ce qui a conduit à des politiques monétaires restrictives dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. Le déficit budgétaire régional a atteint 3,2% du PIB en 2022, mais les positions budgétaires des pays varient en fonction du fait l'économie est importateur de pétrole ou exportateur de pétrole. Les pays importateurs de pétrole ont enregistré des taux d'inflation en hausse, atteignant 8,2% en 2022 contre 4,6% en 2021, ce qui a conduit à des politiques monétaires restrictives dans la plupart des pays d'Afrique du Nord. Le déficit budgétaire régional a atteint 3,2% du PIB en 2022, mais les positions budgétaires des pays varient en fonction du fait l'économie est importateur de pétrole ou exportateur de pétrole.



alors que les fonds de la dette de manière transparente, en restructurant les entreprises publiques en situation difficile et en procédant à des paiements réguliers des dépenses publiques. La nécessité d'une croissance verte devient de plus en plus urgente en Afrique du Nord, car la région est confrontée à d'importants effets du changement climatique, à l'épuisement des ressources naturelles et aux émissions de gaz à effet de serre, ce qui entraine un développement économique non durable. Bien que les pays d'Afrique du Nord restent engagés en faveur de la croissance verte, les faibles montants des investissements dédiés représentent un obstacle important à la transition de la région vers une économie verte. L'investissement annuel nécessaire pour mettre en œuvre le plan d'action climatique de la région, conformément aux contributions déterminées au niveau national (CDN), est estimé à 25,7 milliards d'USD jusqu'en 2030. Cependant, le total des flux de financement climatique en Afrique du Nord s'élève à 5,9 milliards d'USD, ce qui ne représente que 23% des besoins annuels estimés. Au niveau régional, les donateurs bilatéraux ont été les principales sources de financement climatique, représentant environ 80% des flux totaux. Les contributions du secteur public de l'Afrique du Nord représentent 18%, tandis que les 2% restants proviennent du secteur privé. Parmi les autres besoins financiers

figurent les investissements dans l'agriculture durable (estimés à 33 milliards d'USD par an), tandis que les investissements dans la gestion des déchets et le développement urbain sont estimés à 5,7 milliards d'USD par an et 30-40 milliards d'USD par an respectivement. Malgré plusieurs défis, les pays d'Afrique du Nord ont la possibilité de débloquer des investissements privés et de stimuler la transition vers une croissance verte, en particulier dans les domaines des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et du tourisme durable. Grâce à son endettement abondant, à sa capacité éolienne en mer et à ses hectares de terres inhabitées, la région de l'Afrique du Nord a le potentiel pour devenir le premier producteur mondial d'hydrogène vert. Toutefois, des partenariats fondés sur le marché sont nécessaires pour permettre une consommation intérieure et mondiale à grande échelle, ainsi qu'une demande d'hydrogène vert et une coopération accrue pour concevoir, financer, construire et exploiter des infrastructures de production, de stockage et de distribution de ce type d'hydrogène. Le financement du secteur privé pour l'action climatique et la croissance verte en Afrique du Nord est confronté à plusieurs difficultés telles que l'absence de cadres politiques clairs et cohérents, des cadres réglementaires insuffisants et un accès limité au financement et aux opportunités d'investissement.

Pour progresser vers une croissance verte, les pouvoirs publics d'Afrique du Nord, les investisseurs privés étrangers et nationaux, les banques multilatérales de développement (BMD) et les institutions de financement du développement (IFD) doivent travailler ensemble. Dans ce contexte, le financement du secteur privé peut jouer un rôle clé en fournissant les capitaux nécessaires pour investir dans les infrastructures d'énergie propre, les améliorations de l'efficacité énergétique, l'agriculture durable et les projets de restauration des terres en Afrique du Nord. Le financement du secteur privé peut également apporter l'expertise, la technologie et les compétences de gestion nécessaires à la mise en œuvre efficace et efficiente de ces projets de développement. L'utilisation d'instruments et de mécanismes de financement innovants sera nécessaire pour mobiliser le financement du secteur privé. Il s'agit, notamment des obligations sociales, des obligations vertes, des obligations liées à la durabilité, des marchés du carbone, des échanges dette contre climat et des financements mixtes. Parmi les recommandations stratégiques, on peut mentionner ce qui suit : -1- investir dans les infrastructures financières telles que les systèmes de paiement, les agences d'évaluation du crédit et les bourses de valeurs ; 2- promouvoir les investissements étrangers par le biais d'allégements fiscaux et de processus réglementaires rationalisés ; 3- encourager l'entrepreneuriat et l'innovation ; 4- fournir un renforcement des capacités et une assistance technique afin d'appuyer les investissements du secteur privé dans l'action climatique et la croissance verte ; 5- promouvoir les partenariats public-privé (PPP). L'Afrique du Nord dispose d'importantes richesses naturelles, notamment des écosystèmes variés, des ressources minérales et un potentiel d'énergie renouvelable, qui fournissent une série de services écosystémiques essentiels au bien-être humain et au développement durable. Les domaines potentiels comprennent la promotion de l'agriculture durable, le développement des énergies renouvelables, le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles, l'investissement dans les infrastructures vertes et la promotion de pratiques touristiques durables. L'exploitation du capital naturel en tant qu'option de financement complémentaire pour le climat et la croissance verte nécessite une volonté politique, un engagement et une coordination de la part des pouvoirs publics et des autres parties prenantes, ainsi que des mécanismes et des politiques de financement innovants pour appuyer la gestion durable des ressources naturelles. Les défis de la corruption, du commerce et des flux financiers illicites, ainsi que de la gestion non durable des ressources sont interdépendants et nécessitent une approche globale

en matière de gouvernance, de capacité institutionnelle et de pratiques de gestion durable des ressources. La Banque africaine de développement (BAD) et d'autres acteurs internationaux ont un rôle crucial à jouer pour optimiser le rôle du secteur privé et du capital naturel dans le financement des actions climatiques et de la croissance verte. Ils peuvent contribuer en fournissant une assistance technique ; finançant des initiatives et des projets ; sensibilisant sur le rôle du secteur privé et du capital naturel en tant que catalyseurs de l'action climatique et de la croissance verte et améliorant la collaboration entre les pays d'Afrique du Nord et les organisations régionales afin de promouvoir la coopération et la coordination à l'échelon régional.

Un croissance en légère hausse
Les pays d'Afrique du Nord devraient connaître une légère hausse de croissance économique à 4,6% en 2023 et 4,4% en 2024 et devraient élargir la croissance verte au rang d'urgence, indique la Banque africaine de développement. L'institution panafricaine a publié, jeudi 27 juillet, à Tunis, son rapport annuel sur les Perspectives économiques en Afrique du Nord en 2023, sous le thème général : « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique ». La croissance de la région est essentiellement portée par le secteur des services, en particulier le commerce et le tourisme. En 2023 la croissance dans la région était modérée : 4,1% contre 5,4% en 2021, déclare le Groupe de la Banque. La hausse de croissance connaît cependant d'importantes disparités entre les pays, a expliqué Audrey Vestler-Chouchane, économiste régionale pour l'Afrique du Nord et chef de division pays pour l'Afrique centrale, l'Afrique du Nord et de l'ouest qui a présenté le rapport. « Pour soutenir une croissance inclusive, la région devrait mettre en œuvre des réformes structurelles qui favorisent le développement du secteur privé, améliorent la productivité et l'employabilité et créent des opportunités d'emploi », a souligné Mme Vestler-Chouchane. L'inflation devrait se poursuivre dans la région pour atteindre un taux à deux chiffres : 14,2% en 2023 et 6,9% en 2024. Le déficit budgétaire régional devrait se maintenir autour de 3,5% du PIB en 2023 et 3,2% en 2024. L'environnement économique mondial, y compris les cours des hydrocarbures, la structure des échanges, le tourisme et les flux d'investissements directs étrangers, devrait influencer la position extérieure de la région, souligne la

Banque africaine de développement. Pour maintenir les économies de la région à flot, la Banque africaine de développement préconise une coordination des politiques monétaires et budgétaires, pour faire face à la hausse de l'inflation et protéger les petites entreprises et les populations grâce à des dépenses publiques ciblées. De même, le maintien et l'appui de la sécurité alimentaire dans la région restent un objectif crucial. Les pays devraient investir dans l'agriculture en développant notamment des variétés améliorées ainsi que des stratégies de gestion de l'eau et des sols. La région doit renforcer sa résilience, notamment dans le cadre du lien « transition énergétique - gestion de l'eau - sécurité alimentaire », souligne la Banque. Enfin, pour relever les défis de l'assainissement budgétaire, les pays doivent poursuivre leurs efforts de mise en œuvre des réformes, notamment en améliorant la numérisation de l'administration fiscale, en rationalisant les dépenses publiques et en renforçant les systèmes de gouvernance. L'Afrique du Nord devrait aussi renforcer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, afin de stimuler les échanges et les investissements intra-africains. En outre, les gouvernements d'Afrique du Nord devraient s'attaquer aux niveaux croissants de la dette publique à moyen terme, en allouant les fonds de la dette de manière transparente, en restructurant les entreprises publiques en situation difficile et en procédant à des paiements réguliers des dépenses publiques. L'Afrique du Nord devrait faire partie des six importateurs riches-naturels tout en faisant de la croissance verte une priorité. Les pouvoirs publics d'Afrique du Nord, les investisseurs privés étrangers et nationaux, les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement ainsi que le secteur privé devraient investir dans la croissance verte. Le financement du secteur privé peut notamment jouer un rôle crucial par des investissements dans les infrastructures d'énergie propre, l'efficacité énergétique, l'agriculture durable et la restauration des terres. Le secteur privé peut également apporter l'expertise, la technologie et les compétences de gestion nécessaires à la mise en œuvre efficace et efficiente de projets de développement vert. Les pays devant, donc, investir dans la gestion durable du capital naturel pour constituer une option de financement complémentaire pour les initiatives liées au climat et à la croissance verte, et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté et des inégalités, à la création d'emplois et une croissance économique durable. ■■■

Le rapport souligne que le Groupe de la Banque africaine de développement et les autres partenaires au développement ont un rôle crucial à jouer pour optimiser le rôle du secteur privé et du capital naturel dans le financement des actions climatiques et de la croissance verte en Afrique du Nord. Les perspectives économiques en Afrique du Nord constituent l'un des rapports phares du Groupe de la Banque africaine de développement. Elles sont publiées depuis 2003. Des responsables gouvernementaux, d'institutions nationales et régionales, du secteur privé, des chercheurs et universitaires, ainsi que les médias ont assisté au lancement du rapport qui a lieu au siège régional du Groupe de la Banque à Tunis et en visioconférence.

Quelques recommandations

L'exploitation du capital naturel dans les pays d'Afrique du Nord est une activité délicate et complexe qui nécessite une planification et une coordination minutieuses. Les pays d'Afrique du Nord sont dotés d'importantes ressources naturelles, en particulier la terre, l'eau, les minéraux et la biodiversité, qui peuvent contribuer à leur développement économique et à leur bien-être social. Cependant, ces ressources sont souvent sous-utilisées et mal gérées, ce qui entraîne une dégradation de l'environnement, des inefficacités économiques et des inégalités sociales. L'exploitation du capital naturel est une option de financement prometteuse pour les initiatives liées au climat et à la croissance verte en Afrique du Nord. Les ressources naturelles telles que l'eau, les forêts et la biodiversité sont des actifs essentiels qui peuvent appuyer le développement économique durable, renforcer la résilience au changement climatique et générer des avantages significatifs à la fois pour les communautés locales et pour les écosystèmes.

Cependant, pour exploiter pleinement le potentiel du capital naturel en tant qu'option de financement en Afrique du Nord, il est nécessaire d'adopter une approche globale et intégrée qui prenne en considération les dimensions environnementales, économiques et sociales de la durabilité. Il convient, à cet effet, de renforcer la gouvernance et les institutions, de promouvoir des pratiques durables de gestion des terres et de l'eau, de développer des sources d'énergie renouvelables, d'investir dans l'éco-tourisme et de protéger la biodiversité et les habitats naturels. En outre, il est nécessaire de remédier à la faiblesse de la gouvernance, à l'insuffisance des capacités institutionnelles et au manque de sensibilisation du public. Pour relever ces défis, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et le secteur privé doivent collaborer.

Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la gestion durable des ressources naturelles, en renforçant les cadres réglementaires, en investissant dans les capacités institutionnelles et en veillant à ce que les revenus tirés des ressources naturelles soient utilisés pour appuyer le développement durable. Les organisations de la société civile peuvent contribuer à cet effort, en sensibilisant le public à la valeur du capital naturel et en plaidant pour des politiques qui favorisent la gestion durable des ressources naturelles. Enfin, le secteur privé peut jouer un rôle dans le financement et la mise en œuvre d'initiatives de gestion durable des ressources naturelles, tout en générant des avantages économiques pour lui-même et les communautés locales. Les pays d'Afrique du Nord doivent reconnaître l'importance d'impliquer les commu-



nautés locales dans la gestion des ressources naturelles, car elles possèdent des connaissances et des pratiques traditionnelles qui peuvent contribuer à l'utilisation durable et à la conservation des ressources naturelles. De plus, il est nécessaire de promouvoir la coopération et la collaboration internationales pour traiter les questions transfrontalières telles que la gestion de l'eau, le changement climatique et la conservation de la biodiversité. D'une manière générale, l'exploitation du capital naturel en tant qu'option de financement complémentaire pour la croissance verte et le climat en Afrique du Nord peut appuyer le développement économique durable, renforcer la résilience au changement climatique et générer d'importants avantages à la fois pour les communautés locales et pour les écosystèmes. Toutefois, cela nécessite un engagement à long terme et des efforts concertés. Il appartient aux pouvoirs publics, aux organisations de la société civile et au secteur privé de travailler ensemble pour réaliser ce potentiel et construire un avenir plus durable et plus prospère pour la région.

Renforcer les mesures de lutte contre la corruption

Il s'agit, notamment, de créer des agences ou des commissions indépendantes de lutte contre la corruption, dotées de pouvoirs et de ressources suffisants pour mener des enquêtes et engager des poursuites. Investir dans l'éducation, le renforcement des capacités, la formation et les campagnes de sensibilisation du public peut aider à sensibiliser et à promouvoir un changement de comportement vers des pratiques plus durables. La sensibilisation des citoyens sur l'importance du capital naturel et leur participation sont essentielles pour assurer la durabilité à long terme dudit capital. Les pouvoirs publics pourraient promouvoir des campagnes d'éducation du public sur les pratiques de gestion durable des ressources, et créer des plateformes pour la mobilisation et la participation des parties prenantes aux processus de prise de décision.

Promouvoir la coopération régionale

Les pays d'Afrique du Nord devraient collaborer à la mise en place d'initiatives et de cadres régionaux visant à lutter contre l'exploitation illicite des ressources, notamment la pêche INN, et à promouvoir des pratiques de gestion durable des ressources.

Renforcer l'État de droit

Les pouvoirs publics devraient investir dans la mise en place de systèmes judiciaires solides et indépendants, capables de réprimer efficacement la corruption et

d'autres activités illicites. Il s'agit, notamment, de garantir un financement et des ressources suffisants pour le système judiciaire, ainsi que la formation des juges et des procureurs.

Renforcer la participation de la société civile

Les pouvoirs publics devraient encourager et protéger la participation de la société civile à la lutte contre l'exploitation illicite des ressources. Il s'agit, notamment, de promouvoir un environnement favorable aux organisations de la société civile et aux journalistes, de protéger leur liberté d'expression et leur accès à l'information, et de les impliquer dans les processus d'élaboration des politiques.

Promouvoir la coopération internationale

Les pays d'Afrique du Nord devraient collaborer avec les organisations et les partenaires internationaux pour relever les défis de l'exploitation illicite des ressources. Il s'agit notamment d'adhérer aux conventions et initiatives internationales pertinentes et de les mettre en œuvre, telles que la Convention des Nations unies contre la corruption et l'Initiative pour la transparence des industries extractives. Offrir des incitations financières pour les investissements dans les énergies renouvelables et la fabrication de batteries pour le stockage des énergies renouvelables.

Les pouvoirs publics peuvent offrir des incitations financières, telles que des allègements fiscaux ou des subventions, aux entreprises et aux particuliers pour qu'ils investissent dans les énergies renouvelables et dans d'autres projets respectueux du climat. Des incitations devraient également être mises en place pour la fabrication de batteries et le développement de chaînes de valeur pour les véhicules électriques dans la région, grâce à ses importants minerais de cobalt, de phosphate et de fer. Ces mesures peuvent contribuer à réduire les obstacles financiers à l'investissement dans les technologies vertes.

Promouvoir l'économie circulaire

La promotion d'une économie circulaire peut aider les pouvoirs publics à réduire les déchets, à créer des emplois verts et à promouvoir une consommation et une production durables. Les pouvoirs publics devraient réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir le développement durable, en encourageant l'utilisation rationnelle des ressources.

Le développement

Des infrastructures est essentiel pour les investissements dans la croissance verte et la promotion des investissements du

secteur privé. Les pouvoirs publics peuvent appuyer le développement des infrastructures pour la croissance verte, en finançant des projets dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que d'autres projets d'infrastructure. Ils peuvent également travailler avec le secteur privé pour développer des partenariats public-privé (PPP) susceptibles d'attirer des investissements dans des projets d'infrastructure. Intégrer les approches de la croissance verte dans les processus nationaux de planification du développement et de budgétisation :

Les pouvoirs publics peuvent donner la priorité aux secteurs clés et aux opportunités les plus faciles à saisir, pour montrer les avantages immédiats et obtenir l'adhésion des parties prenantes. Les secteurs clés sont ceux dans lesquels l'action en faveur de la croissance verte peut stimuler la création d'emplois et contribuer à réaliser les ODD. Les activités clés comprennent l'agriculture climato-intelligente et l'agro-industrie, l'accès aux énergies renouvelables hors réseau et les transports publics durables.

Rôles de la BAD et d'autres acteurs internationaux

La Banque africaine de développement (BAD) et d'autres acteurs internationaux ont un rôle essentiel à jouer pour relever les défis du manque de transparence et de l'exploitation illicite des ressources dans les pays d'Afrique du Nord. Quelques façons d'y contribuer sont :

Fournir une assistance technique

Les acteurs internationaux, y compris la BAD, peuvent fournir une assistance technique pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de lutte contre la corruption et de transparence, telles que des politiques d'ouverture de la passation des marchés et de publication des actifs.

Financement

La BAD et d'autres institutions financières internationales peuvent financer des initiatives et des projets visant à relever les défis de la corruption et de l'exploitation illicite des ressources. Il s'agit notamment d'appuyer les efforts déployés pour renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles, promouvoir des pratiques de gestion durable des ressources et améliorer la transparence et la responsabilité.

Plaidoyer et sensibilisation

Les acteurs internationaux peuvent user de leur influence pour plaider en faveur de mesures de lutte contre la corruption et de transparence et pour sensibiliser à l'impact négatif de la corruption et de l'exploitation illicite des ressources sur les résultats en matière de développement.

Collaboration et partenariats

La BAD et d'autres acteurs internationaux peuvent collaborer avec les pays d'Afrique du Nord et les organisations régionales, pour promouvoir la coopération et la coordination régionales en matière de lutte contre la corruption et d'exploitation illicite des ressources. Il s'agit, notamment, de collaborer à la mise en place de cadres et d'initiatives régionaux tels que la lutte contre la pêche INN.

Suivi et évaluation

Les acteurs internationaux peuvent appuyer les efforts de suivi et d'évaluation concernant l'efficacité des mesures de lutte contre la corruption et de promotion de la transparence, et fournir une rétroaction sur les domaines qui nécessitent une amélioration.

في تقرير رفع إلى وزير المالية مطالب بمراجعة إجراءات منح القروض الفلاحية في الجنوب

الإستصلاح في الجنوب، حدّدت دون مشاركة الفلاحين المعنيين أو ممثليهم، لهذا تعاني من مشكلات موحدة في القيمة، رغم أن كلفة استصلاح أرض فلاحية في أدرار أو تيميمون أعلى بكثير من الكلفة في المنبعة وحاسي الفحل، ويتطلب وقتاً أطول بمرتين مقارنة مع باقي المناطق. وبالتالي صار من الضروري تحديد قيمة القرض حسب المنطقة، سواء تعلق الأمر بالاستصلاح في الجنوب أو تمويل نشاط فلاح، والأمر ذاته بالنسبة للأجال المحددة لتسديد القروض.

وأشار أصحاب الشأن إلى أن التدابير والإجراءات القانونية الخاصة بالقروض الفلاحية في الجزائر، هي أحد أهم أسباب تأخر الوصول إلى الاكتفاء الذاتي، وتحول الجزائر إلى دولة مصدرة للمنتجات الفلاحية، واقترحت الوثيقة تنويع القروض، لكي تعود وتشمل تربية المواشي وتمويل إنشاء مزارع كبيرة للأبقار والمواشي في الجنوب.

محمد بن أحمد

المالية. تحتاج القروض الفلاحية الموجهة لتمويل الاستصلاح الفلاحي لمراجعة، طبقاً لتقرير رفعه مستثمرون من ولايتي أدرار وتيميمون إلى وزير المالية. ويقول المعنيون إن الاستصلاح الفلاحي في الجنوب بشكل خاص في ولايات يصعب فيها الاستصلاح وبداية الإنتاج مثل أدرار وتيميمون وعين صالح، لا يمكنه تحقيق نتائج دون رفع سقف قيمة القروض سواء طبقاً للإجراء المعمول به الذي يتم بموجبه احتساب قيمة القرض مقابل مساحة الأرض الفلاحية المراد استصلاحها، أو القيمة الإجمالية للقروض الفلاحية المقررة، وجدّدت العريضة الموجهة إلى وزير المالية المطالبة بعدم احتساب 03 سنوات من القروض الممنوحة قبل 2018، وهي سنوات 2019 و2020 و2021، وهي السنوات التي توقف فيها الاستصلاح جزئياً أو كلياً، بسبب الأزمات التي عاشتها البلاد.

جاء في التقرير المرفوع إلى وزارة المالية، إن قيمة القروض الفلاحية بشكل خاص الموجهة لتمويل

● يقول مستثمرون باشرُوا استصلاح أراضي فلاحية في ولايات الجنوب، إن التدابير الخاصة بمنح القروض الفلاحية، تحتاج لعملية مراجعة شاملة، وتغيير طريقة تعاطي البنوك العمومية مع ملفات طلبات القروض، ومن بين أهم المطالب رفع سقف قيمة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger